

NUMERO 88 - JANVIER - FEVRIER 2018

EDITO - Migrants de l'extérieur, migrants de l'intérieur

Il y a bien des différences entre ces deux sortes de migrants et également de très fortes similitudes : au point que le sort des uns éclaire le destin des autres.

Migrants de l'extérieur sont ceux qui quittent leur pays d'origine afin de survivre à des guerres incessantes, chômages chroniques, misères envahissantes des corps et des esprits. Malgré des passeurs-trafiquants et même grâce à eux, mers démontées, chaloupes plus que précaires, désespérances et espoirs, ils parviennent, *parfois*, à destination. A de notables exceptions près, il est rare qu'on les accueille, on leur fasse une place, on veuille bénéficier de leur disponibilité et de leurs atouts. On les appelle des migrants, plus ou moins de passage donc, et non des immigrants. Autant dire que, pour eux, la guerre continue qui remplit l'horizon à perte de vue, sinon de vie.



Migrants de l'intérieur sont les femmes, les hommes, les enfants qui, déjà sur place, font cependant du surplace. Il s'agit de « jeunes issus de l'immigration » comme si, peu ou prou, les origines pouvaient être d'une autre nature : il suffit de remonter la filière assez loin ! Ce sont les enfants et les jeunes dits en difficulté scolaire, comme si l'école, son organisation, son fonctionnement, n'y étaient pour rien ; ou encore les familles entassées dans des espaces plus que contraints, des célibataires sans vie privée envisageable, des travailleurs pauvres et autres fins de droits. Ce sont des immigrants devenus nationaux de fait ou de droit, qui ont construit leur pays d'adoption sans pour autant pouvoir accéder aux biens et richesses...

Ce qu'il faut comprendre : il ne s'agit pas uniquement d'étrangers, d'étrangers de l'extérieur - il y en a aussi de l'intérieur, parfaitement autochtones. Ni l'immigration ni l'émigration ne sont finalement en cause : réfugiés qualifiés et/ou fortunés et expatriés fiscaux sont aisément supportés. Voire, sollicités.

Est en jeu la situation socio-économique de certaines catégories de migrants, le destin qu'ils sont autorisés à souhaiter dans la conjoncture contemporaine des pays européens, leurs rôles dans les rapports de domination et de subordination, leur consentement au sort qui leur est fait, bref le défi terrifiant qu'ils sont supposés représenter pour une identité nationale imaginée comme un bunker sans aérations.

Destin commun aux migrants de l'extérieur ou de l'intérieur, parqués aux limites des villes ou campant au centre des cités - limites géographiques et aussi symboliques, économiques et également culturelles, idéologiques et nécessairement affectives. Seraient-ils les barbares des temps modernes ?

En face, les supposés civilisés : accros à une certaine normalité, ils tiennent à camoufler ce qui, d'abord chez eux-mêmes, outrepassa la conformité, la répétition, le mimétisme. Chasser l'étranger aide à se rêver propriétaire de soi. Les supposés civilisés craignent que la présence de migrants entrave l'étouffement de l'entre-soi et les oblige à respirer différemment. Ils s'inquiètent de leur normose.

Des questions à repenser donc. Voire même à penser...

Saül Karsz

“Et toi, si tu gagnais au Loto, qu’est-ce que tu ferais?”



On se souvient de cette publicité où un homme qui vient de gagner au Loto apparaît masqué et en caleçon dans une réunion de conseil d’administration et s’exclame, en guise de démission : “*Au revoir président, au revoir président !*”. Séquence laissant supposer le soulagement d’un homme se retirant des griffes du monde du travail pour démarrer une nouvelle vie permise par son gain pécuniaire. Tout autre est l’utopie de lendemains qui chantent portée par le film **La belle équipe** [Julien Duvivier – 1936]. Cinq copains, ouvriers ou chômeurs, remportent le gros lot et décident de mutualiser la coquette somme pour créer un lieu de partage et de convivialité. Ils se voient copropriétaires d’une riante guinguette, qui mettrait chacun à l’abri du besoin de façon durable.

Des malentendus ont fait de ce film à l’apparence joviale l’un des symboles cinématographiques du Front Populaire. Film supposé célébrer le primat du collectivisme, une insouciance bonhommie et une solidarité de classe infaillible. Or, le ciel des idéaux va vite s’obscurcir pour laisser place à diverses tâches d’ombre. Vont y éclore des rivalités amoureuses (entre Jeannot et Charlot), des menaces extérieures au groupe (le policier traquant Mario le sans-papiers), voire du mépris et même de fugaces manifestations de haine. Malentendu également car metteur en scène et scénariste ont explicitement indiqué leur peu de préoccupation à l’égard de l’Histoire politique en train de s’écrire. Ils semblaient par contre avoir perçu qu’une aventure à dominante collective n’exclut pas les fantasmes, angoisses et autres jalousies de chaque protagoniste - aspects qui occupent une grande part du film. Malentendu enfin car, avant même que la belle équipe ne se disloque peu à peu, ses membres semblent courir après une vie « à la cool » faite de joyeux festins et de « *promenade au bord de l’eau* »¹. Autant d’aspirations qui ne se situent pas précisément dans la quête d’une émancipation par le biais de l’entraide ouvrière.

Il faudra attendre de nombreuses années avant de pouvoir visionner ce film avec la fin initialement concoctée par Julien Duvivier (réalisateur) et Charles Spack (scénariste). Fin plus noire, plus âpre, à laquelle avait été préférée un *happy-end* jugé plus en phase avec le climat d’espérance portée par l’arrivée au pouvoir du Front Populaire.

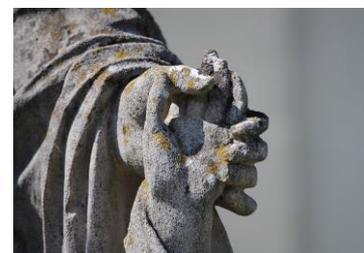
Que l’on se situe dans l’entre-deux guerre des conquêtes sociales ou bien dans l’ère néo-libérale d’un capitalisme qui érige le *plus-de-jour* en valeur phare, les modes de vie d’une époque ou couche sociale ne peuvent expliquer à eux seuls la destinée ou les projets d’un chanceux gagnant au Loto.

Sébastien Bertho

Société, école, travail social

SAÛL KARSZ, invité par l’Académie de Bordeaux et les PEP 64, est venu en Béarn le 13 décembre 2017 pour évoquer pendant, devant un parterre en grande partie composé d’enseignants, le thème « **Société, école, travail social : spécificités et articulations** ».

Il a mis en avant les difficultés et parfois le désarroi rencontrés par les enseignants et les travailleurs sociaux : ils ne manquent pas de travail car les sollicitations sont ininterrompues et leurs places sont assurées ; pour autant, ils sont nostalgiques d’un temps passé qui apparaît comme idyllique dans l’après-coup et ils se sentent parfois impuissants devant les situations-



¹ Chanson devenue mythique entonnée par Jean Gabin.

problèmes qu'ils rencontrent chez les élèves et les usagers respectivement. Ces derniers n'ont donc pas le monopole des difficultés...

Pourquoi les tâches d'enseigner et d'accompagner paraissent-elles si ardues ? A quoi donc servent l'école et le travail social ?

Ecole et travail social sont des appareils d'Etat. En tant que tels, ils ont une logique objective et cohérente qui ne fait jamais défaut, même si on n'en perçoit pas toujours le sens. La question du sens renvoie aux seules responsabilités individuelles et collectives des enseignants et des travailleurs sociaux. Or, c'est la logique d'ensemble qui est à explorer afin de ne pas s'engouffrer dans un certain psychologisme, cet ersatz de discipline qui consiste à trouver dans le psychisme des individus la cause unique de ce qui leur arrive. En tant qu'appareils d'Etat, l'école et le travail social, orientés par des choix de société, autrement dit des politiques publiques précises, résultent de ces choix en même temps qu'ils induisent des fonctionnements sociaux, soit des discours et comportements. Non seulement ils participent à la reproduction des rapports sociaux mais ils s'alimentent en étant « *des fournisseurs d'accès réciproques. Le fonctionnement normal de l'école forme des candidats potentiellement alloués à l'intervention sociale et le fonctionnement normal du travail social consiste à compléter, alléger ou escamoter les difficultés des usagers afin de les rendre aussi élèves que possible de l'école dite ordinaire ou normale* ».

Sans l'école, il n'y a pas d'enseignants ni d'élèves et sans le travail social l'utilisateur et l'intervenant n'existent pas. Les professionnels sont redevables aux publics autant que les seconds ont besoin des premiers. Professionnels, élèves et usagers sont les personnages de pièces de théâtre dont ils n'ont pas écrit les scénarios mais qu'ils jouent selon des règles et des normes qui leur préexistent.

Selon Saül Karsz, dans l'appareil scolaire et le travail social deux tendances majeures fonctionnent de concert. Entre formation et formatage, entre module et modèle, des enseignants progressistes tentent de se frayer un chemin entre les savoirs institués figurant dans les programmes scolaires et les ouvertures vers d'autres savoirs proposés par les apprenants. Entre devoir d'insertion et désir de solidarité, entre prise en charge et prise en compte, des intervenants sociaux cherchent une voie pour accompagner les usagers tout en se laissant enseigner par eux.

Tâche ingrate, dialectique difficile à travailler, d'autant plus difficile si l'on pense et l'on dit - comme si cela allait de soi - que l'école et le travail social sont en crise. Or ils ne se sont jamais portés aussi bien, l'une et l'autre se nourrissant mutuellement. En tant qu'appareils d'Etat, ils distillent des modèles et opèrent un travail sur les idéologies. En prendre acte permet d'être un peu moins dupe sur la nature normative de l'appareil scolaire et le caractère palliatif du travail social. Car il s'agit surtout d'inventer de nouvelles formes d'enseignement et d'accompagnement. Là réside, sans doute, la possibilité pour les professionnels de trouver du plaisir à l'ouvrage et pour les personnes accompagnées d'accompagner leurs accompagnateurs !

Claudine Hourcadet



Réussite éducative et décrochage scolaire : un jeu de miroirs ?

La loi de programmation pour la cohésion sociale a validé en 2005 la création d'un dispositif venant en aide aux élèves de 2 à 16 ans en difficulté scolaire : **le Programme de Réussite Educative (PRE)**. Dispositif de la politique de la ville, il œuvre au sein des quartiers dits prioritaires pour tenter d'enrayer le décrochage scolaire. Il s'agit d'articuler réussite scolaire et réussite éducative, cette dernière intégrant un ensemble de dimensions socioculturelles, sociales, sanitaires, familiales... Leitmotiv

récurrent, la notion « d'approche globale » y constitue une référence forte.

Outre un comité de pilotage, le PRE comprend un coordonnateur, plusieurs référents de parcours et une équipe pluridisciplinaire de soutien dite EPS. Il intervient le plus souvent à la demande de l'institution scolaire qui n'arrive pas à gérer les troubles que présente un jeune en termes d'apprentissage, absentéisme, incivilité... Un intervenant rencontre alors la famille [*parents, jeune*], expose les éléments de diagnostic et cherche à obtenir l'accord pour un accompagnement personnalisé. Si acceptation, le référent chargé du suivi recueille des informations auprès des professionnels du quartier qui connaissent l'élève, puis présente les éléments de situation à l'EPS. Celle-ci propose un ensemble d'actions [*bilan médical, soin, soutien scolaire, activités socioculturelles, soutien à la parentalité...*] composant le « parcours de réussite éducative » et sollicite des « acteurs » institutionnels spécialisés pouvant le conduire. C'est donc un réseau pluri-professionnel qui est ainsi mobilisé. Chaque mois, le suivi est réajusté en équipe au fil des bilans réalisés par le référent de parcours. Les accompagnements sont de durée variable, entre 9 et 15 mois en moyenne.

En 2012 et 2014, des évaluations ont été réalisées par l'Institut des Politiques Publiques afin de rendre compte de l'impact du dispositif PRE sur le devenir des enfants [*cf. Rapport IPP n° 13, mars 2016, évaluation des Programmes de Réussite Éducative*]. Les effets psychologiques et scolaires obtenus [*amélioration du bien-être de l'élève, relation aux autres, comportement, motivation et réussite scolaire*] sont jugés faibles sur l'ensemble des registres à l'exception de la santé et de l'assiduité scolaire. Des points critiques sont mentionnés : effets d'étiquetage ou stigmatisation de la part d'enseignants, manque de coordination entre acteurs, insuffisante prise en compte de la spécificité des enfants, risque de substitution de la relation référent PRE/école à celle de parent/enseignant. En revanche, l'étude valorise le travail de partenariat entre des services et des professionnels qui s'ignoraient auparavant. Ces derniers en sont les bénéficiaires implicites et probablement principaux.

Pas question de mettre en cause un dispositif qui présente des avantages certains : parcours singulier, recherche d'alliance avec les familles, mise en synergie des ressources institutionnelles locales, évaluation continue... Il s'agit juste de rappeler que le PRE est un dispositif palliatif, forcément palliatif. Il ne peut nullement réduire les inégalités socio-économiques, causes manifestes des risques de démobilité scolaire, comme l'indique ce passage « *En France, les élèves issus d'un milieu socio-économique défavorisé n'obtiennent pas seulement des résultats nettement inférieurs, ils sont aussi moins impliqués, attachés à leur école, persévérants et beaucoup plus anxieux par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE* ».

Interrogeons plutôt la problématique du « décrochage scolaire » en essayant d'en épinglez succinctement deux présupposés majeurs. Le premier considère que la démobilité scolaire est toute entière placée chez les élèves en raison de leur condition socio-économique d'existence, perçue comme LA cause des causes. Ce présupposé sociologiste empêche d'investir une explication multifactorielle. Le second présupposé pose que les jeunes des quartiers défavorisés sont rétifs aux apprentissages et à l'acquisition du savoir. Mais résistent-ils au Savoir - unique, indispensable, désirable - ou bien à certains savoirs hégémoniques promus par l'institution scolaire et à certaines modalités de transmission et de sanction de ces savoirs ? Peut-on penser la question du décrochage scolaire sans l'articuler aux luttes idéologiques qui se jouent au sein de l'appareil scolaire entre des connaissances et savoirs légitimés et d'autres qui leurs sont subordonnés, voire discrédités, mais dont les jeunes des classes populaires sont des porteurs ? Qu'en est-il de la prise en compte des fidélités culturelles au milieu familial dans lequel l'élève a grandi, du respect des habitus et traditions de son quartier d'appartenance, dans ce qu'il est autorisé, consciemment et inconsciemment, à apprendre, avec/malgré/contre son référentiel familial et culturel ? En ciblant les carences personnelles et/ou difficultés sociales des élèves, la problématique du décrochage scolaire légitime une orthopédie rééducative sur mesure pour chacun des jeunes pris en charge dans le cadre du PRE. « Réussite éducative » et « décrochage scolaire » s'engendrent et s'alimentent réciproquement,

l'une étant la condition et le reflet inversé de l'autre. Mais, dans ce jeu de miroirs, une esquivé importante se fait jour : la part qui revient à l'institution scolaire dans chaque diagnostic de situation : *formation des enseignants, formes et contenus des enseignements, modalités de contrôle et d'évaluation, valorisation de certains savoirs contre d'autres...* ? Dans le décrochage scolaire, qu'en est-il du décrochage de l'école à l'égard des élèves dès que des questions d'apprentissage et de comportement se posent ?

Jean-Jacques Bonhomme

Quelques places encore disponibles - Tél. 06.45.90.67.61

<p>XXIII^e JOURNÉES D'ÉTUDE ET DE FORMATION DU RÉSEAU PRATIQUES SOCIALES</p> <p>Être hébergé, se loger, habiter : parcours individuels et destins collectifs</p> <p>[penser la question, soutenir les pratiques]</p> <p>Lundi 26, mardi 27, mercredi 28 mars 2018</p> <p>FORMATION EN STAGE RÉSIDENTIEL INTERACTIF au Centre International d'Études Pédagogiques (CIEP) - 1, avenue Léon Journault - 92310 Sèvres (Métro ligne 9 station "Pont de Sèvres" ou Tramway ligne 2 arrêt "Musée de Sèvres")</p>	
---	--

Agenda

Manifestations ouvertes à toute personne intéressée

Samedi 24 mars de 9h30 à 17h00 à Paris - dernier séminaire de préparation des **XXIII^{èmes} Journées d'Étude et de Formation** [CIEP mars 2018]

Dimanche 25 mars 2018 de 9h30 à 16h00 à Paris – Réunion du Conseil d'Administration

Du lundi 26 mars à 9h00 au mercredi 28 mars à 16h00 **XXIII^{èmes} Journées d'Étude et de Formation « Etre hébergé, se loger, habiter : parcours individuels et destins collectifs »** au CIEP à Sèvres 92310

Renseignements au secrétariat : Tél. (33) 06 45 90 67 61 ou sur le site www.pratiques-sociales.org

OURS

Conseil d'Administration du RESEAU PRATIQUES SOCIALES :

Saül Karsz président tél. 06.85.10.23.36, **Jean-Jacques Bonhomme**, vice-président, **Claudine Hourcadet** secrétaire tél. 06.45.90.67.61, **Joël Pouliquen** trésorier, **Sébastien Bertho**, **Claudine Schoukroun**

Ont collaboré à ce numéro : S. Bertho, J.-J. Bonhomme, C. Hourcadet, S. Karsz.

LePasDeCôté bulletin numérique du **Réseau Pratiques Sociales** : formes et contenus soumis à vos critiques et propositions, cher-e lecteur-trice. Abonnement gratuit à partir du site www.pratiques-sociales.org